

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 FEVRIER 2013

BUDGET CODAH 2013

Monsieur le Maire,

La communication du budget 2013 de la CODAH, dans laquelle, il faut le rappeler, ne siège aucun représentant de l'opposition municipale de notre ville, est l'occasion de rappeler un certain nombre de remarques, déjà formulées ici, et dont l'actualité montre tout l'intérêt.

La 1^{ère} porte sur la tarification des transports en commun. Nous partageons l'objectif, que nous portions aussi en 2008, de développer les transports urbains sur notre ville et son agglomération, comme alternative réelle à la voiture.

Pour cela, l'offre doit être techniquement attractive, avec un réseau diversifié et performant. Dans ce domaine, il y a encore de grandes marges de progrès à réaliser.... Mais encore faut-il que cette offre soit attractive en terme de tarif, et que le changement de mode de transport soit plus le résultat de cette attractivité que de contraintes imposées à l'usage de la voiture. Il y a là un équilibre à trouver et, objectivement, l'offre actuelle n'est pas bonne.

Un seul exemple, mais on pourrait les multiplier. Une famille de 3 personnes veut se rendre en centre-ville. Elle a le choix entre la voiture et le tram. Avec le ticket à 1,18 euro du Pass, cela représentera 7,08 euros pour 3 personnes, aller-retour, contre 2 euros de stationnement et 1,50 euro d'essence, soit 3,50 euros en voiture. Le choix est vite fait.

Réduire le prix du ticket, de façon à rendre le déplacement en tram – ou en bus – plus attractif, nous semble la bonne solution et nous sommes persuadés que la perte de recettes serait largement compensée par l'augmentation du nombre d'usagers. Ce n'est pas la philosophie actuelle de la CODAH, mais le comble est que vous cumulez ainsi des tarifs en matière de transport en commun ET de stationnement. La double peine en quelque sorte.

La 2^{ème} remarque porte sur l'absence de système performant d'alerte pour l'ensemble de la région havraise. Chacun sait la situation particulière de notre agglomération, avec la proximité de nombreux sites Sévésos. Nous demandons depuis plusieurs années la mise en place d'un dispositif permettant d'informer la population, en temps réel, de tout risque la concernant. Rien ne s'y oppose, sauf l'immobilisme de ceux qui pourraient décider cette mise en place. Pourtant, ce qui vient de se passer dans l'agglomération de Rouen, avec Lubrizol, devrait faire réfléchir.

Mes 2 autres remarques montrent a contrario, que nous avons eu raison de protester sur divers sujets.

Il en est ainsi à propos de l'évolution de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères. On sait l'évolution qu'impose le durcissement des normes européennes. Mais on sait aussi que

vous avez largement abondé en ce sens et que l'augmentation des tarifs que vous avez décidée vous a permis, au fil des années, d'accumuler une réserve conséquente. Vous avez, pendant tout ce temps, refusé de nous entendre. Mais finalement, preuve, s'il en fallait encore une, que la lutte finit toujours par payer, vous décidez une baisse de 5% de la taxe pour 2013. L'effort est relatif, mais nous l'apprécions comme étant le résultat des nôtres.

Vous savez enfin notre position à l'égard de la baisse de la Taxe Professionnelle, décision de vos amis de droite au gouvernement, qui a aggravé la situation de la plupart des communes et qui est venue s'ajouter à beaucoup d'autres cadeaux faits aux grands groupes. Je ne parle pas ici des PME et des PMI pour lesquelles nous avons toujours été favorables à une modification de l'assiette de cette taxe.

Or, à vous entendre dans la dernière période, vous semblez porter sur cette réduction de la TP un avis quelque peu différent de celui qui prévalait il y a encore quelques mois. Mais peut-être êtes-vous finalement sensible au principe de réalité qui veut que, confronté à la baisse des ressources des collectivités, vous regrettez que de tels cadeaux aient été faits par vos amis ?

Ces 2 remarques nous semblent donc très appréciables.

Quoi qu'il en soit, le moment approche où un autre équilibre, au sein de la CODAH, permettra de faire entendre de façon plus forte, l'exigence d'une autre politique, avec d'autres choix.